

R E C H E R C H E *économique*



Le rôle de la Direction recherche économique est principalement de conseiller les dirigeants de la Fédération sur toutes les politiques et tous les dossiers reliés à l'industrie laitière. Pour accomplir ce mandat, il lui est donc nécessaire de réaliser des études, des analyses, et de rédiger des textes de vulgarisation qui guideront les différentes instances décisionnelles et opérationnelles de notre organisation.

L'avancement des dossiers nationaux est assuré en étroite collaboration avec la Direction principale aux opérations et partenariat externe. Bien que les ententes de mise en commun (P6 et P9) aient pratiquement atteint une vitesse de croisière, elles ont continué d'exiger une attention régulière tout au long de la dernière année. Des travaux particuliers ont notamment été requis pour la conclusion de l'étude amorcée en 1998 concernant l'évaluation des dépenses en publicité-promotion. Mentionnons aussi notre implication dans la supervision, en partenariat avec les autres membres de P6, de l'étude des facteurs responsables des mouvements de quotas par le système interprovincial de vente de quota. Nous avons également continué notre surveillance de l'application des différentes ententes de mise en commun (classes spéciales, variations de marchés et revenus, transport).

La direction est également engagée dans le suivi et l'évaluation des différents sujets discutés au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL). À ce chapitre, soulignons l'entrée en vigueur d'un nouveau mécanisme de déclenchement pour l'ajustement du quota de mise en marché (QMM). Ce nouveau mécanisme a d'ailleurs été l'objet de l'introduction d'une nouvelle chronique sur l'évolution des marchés, publiée dans *La Terre de chez nous* et *Le producteur de lait québécois* depuis le début de l'an 2000. Mentionnons finalement qu'en septembre 1999 le CCGAL acceptait à l'unanimité la mise en place pour l'année 2000 d'une enquête nationale sur le coût de production en remplacement des différentes enquêtes provinciales. Cette approche aura le mérite de permettre une application beaucoup plus homogène des lignes directrices de la Commission canadienne du lait (CCL) dans la production de cette enquête. Les coûts de réalisation du coût de production national, les incitatifs pour les participants et les frais pour la publication d'un rapport transmis à tous les producteurs laitiers du Canada seront mis en commun par les neuf provinces signataires du Plan national.

L'année 1999 a aussi été marquée par notre participation à différentes activités pour l'établissement et la diffusion par voie de documents et de conférences, de notre position en vue du prochain cycle de négociations de l'OMC.

Sur la scène provinciale, rappelons d'abord que les mois de janvier et février 1999 ont été grandement occupés par le dénouement des travaux qui ont mené à l'acquisition du Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.). Toujours sur la scène provinciale, nous contribuons selon les besoins aux négociations des conventions de mise en marché et de transport du lait. Mentionnons la préparation d'un mémoire spécialement destiné à la CCL, et montrant sur une dizaine d'années l'évolution de la situation technique et financière des producteurs laitiers du Québec. Ce mémoire a été produit en relation avec nos demandes d'augmentation du prix du lait.

En novembre dernier, la direction a vu ses ressources s'accroître par l'embauche d'un directeur adjoint. Comme nous l'évoquions l'an dernier, la gamme d'expertises pour lesquelles la direction est sollicitée s'élargit d'année en année. L'ajout d'une ressource nous permettra un suivi plus attentif des dossiers d'ordre agronomique comme l'environnement et certains aspects de santé animale et des biotechnologies. Nous visons également, par l'addition de cette personne, une analyse plus approfondie de l'évolution des marchés tant intérieurs qu'étrangers.

De façon générale, il est très clair qu'en matière d'environnement l'UPA demeure l'intervenant de première ligne. Notre implication vise essentiellement à appuyer le travail de l'Union et à exercer une vigilance spéciale pour les questions plus particulières au secteur laitier. C'est ainsi que des démarches ont été engagées, notamment pour le suivi de nos résolutions touchant l'entreposage au champ et les unités animales. Il en sera de même pour le suivi des résultats du portrait agroenvironnemental, où notre attention sera principalement tournée vers le portrait sectoriel des fermes laitières.

◀◀ **En septembre 1999, le CCGAL acceptait à l'unanimité la mise en place pour l'année 2000 d'une enquête nationale sur le coût de production en remplacement des différentes enquêtes provinciales.** ▶▶

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION ET DES PRODUCTEURS AU 31 DÉCEMBRE 1999

Production and producers by region as at December 31, 1999

Régions Regions	Production Production		Producteurs Producers	
	Litres Litres	Pourcentage Percentage	Nombre Number	Pourcentage Percentage
01—Estrie	284 912 581	9,84	815	8,43
02—Côte-du-Sud	148 141 635	5,12	556	5,75
03—Gaspésie	5 754 253	0,20	31	0,32
04—Lanaudière	108 683 777	3,75	421	4,36
05—Mauricie	138 789 941	4,79	504	5,21
06—Laurentides	132 135 304	4,56	461	4,77
07—Centre-du-Québec	405 448 607	14,01	1 203	12,44
08—Abitibi-Témiscamingue	58 062 598	2,01	226	2,34
09—Québec	421 241 987	14,55	1 479	15,30
10—Beauce	235 698 417	8,14	858	8,88
11—Bas-Saint-Laurent	192 195 837	6,64	774	8,01
12—Saguenay-Lac-Saint-Jean	163 949 536	5,66	536	5,54
13—Saint-Hyacinthe	369 101 754	12,75	1 080	11,17
14—Saint-Jean-Valleyfield	230 927 852	7,98	723	7,48
Total	2 895 044 079	100,00	9 667	100,00

L'implication de la Fédération en recherche et développement continue d'être assurée par la direction, notamment par sa participation au sein du conseil d'administration de Novalait inc. ainsi qu'à différents comités de gestion des projets de la compagnie. Rappelons qu'en 1999 Novalait inc. a entrepris un exercice de planification stratégique qui fut d'ailleurs, en novembre, l'objet d'une partie de notre journée de réflexion avec les délégués.

Finalement, soulignons qu'en matière de communication nous collaborons régulièrement à la revue *Le producteur de lait québécois*, que ce soit pour des articles de fond ou pour les chroniques sur les statistiques, l'évolution des marchés et la recherche. Nous rencontrons occasionnellement des groupes de producteurs ou d'autres groupes pour traiter de différents sujets concernant l'industrie laitière.

ECONOMIC STUDIES

The role of the Economic Studies Department is principally to advise Federation managers on all policies and issues concerning the dairy industry. To fulfil this mandate, the Department must do studies and analyses and prepare texts to guide our organization's various policy development and operations groups.

The advancement of national issues is handled in close consultation with the Operations and External Partnerships Department. Although the Pooling Agreements (P6 and P9) are working quite well, they continued to require regular attention over the past year. In particular, special efforts were needed to conclude the study on advertising and promotion expenditures begun in 1998. We were also involved, along with the other P6 members, in overseeing the study on the factors responsible for the movement of quota on the interprovincial quota exchange. We also continued to monitor the application of the various Pooling Agreements: P9 - special classes; P6 - market and revenue variations, and transportation.

The Department continued to monitor and evaluate the different subjects discussed at the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC). In this regard, a new formula was implemented for triggering adjustment of the market sharing quota (MSQ). In fact, this mechanism prompted publication of a new column on market trends, introduced in the *Terre de chez nous* and *Le producteur de lait québécois* magazine at the start of 2000. Lastly, in September 1999, the CMSMC unanimously agreed to the establishment of a national cost of production survey for the year 2000, to replace the various provincial surveys. This will allow for a much more homogeneous application of the Canadian Dairy Commission's (CDC) guidelines for conducting the survey. The costs for conducting the national survey, incentives for participants, and publication of a report to be distributed to all Canadian dairy farmers will be shared by the nine provinces signatory to the National Plan.

In 1999, we also participated in various activities aimed at developing and disseminating our trade position for the next round of World Trade Organization (WTO) negotiations.

On the provincial scene, the Department was very busy in January and February 1999 completing work related to the acquisition of the Quebec Artificial Breeding Centre (C.I.A.Q.). Still on the provincial scene, we helped as needed with negotiations on the Milk Marketing and Transportation Agreements. In addition, the Department prepared a brief specifically for the CDC showing changes in the technical and financial situation of Quebec dairy farmers over the past 10 years. This brief was presented in support of our demand for an increase in the price of milk.

In November 1999, we increased our resources by hiring an Assistant Director. As mentioned last year, the Department is being asked to broaden its expertise each year. The additional resource will enable us to give more sustained attention to agriculture-related issues such as the environment and certain aspects of animal health and biotechnology. In addition, the new staff member will allow us to conduct more in-depth analyses of trends on both the domestic and foreign markets.

In general, the UPA is, of course, the primary spokesperson in the area of the environment. Our involvement is aimed at supporting the work of the Union and keeping a close watch on issues relating more specifically to the dairy sector. In this regard, steps have been taken to follow up, in particular, on our resolutions concerning field storage of manure and livestock units. The same applies to follow-up on the findings of the agri-environmental survey, where our attention will be turned essentially to the survey of dairy farms.

Economic Studies continued to ensure the Federation's involvement in research and development, particularly through its participation on the board of directors of Novalait inc., and on the company's various project management committees. As you know, Novalait inc. initiated a strategic planning exercise in 1999, which was the subject of part of our Discussion Day with delegates in November.

Turning to communications, we regularly contribute articles and columns on statistics, market trends and research to the magazine *Le producteur de lait québécois*. From time to time, we meet with producer groups or other groups outside our organization to discuss subjects of concern to the dairy industry.